

Déclaration à la presse de M. François Hollande, Président de la République, sur l'intervention militaire en Centrafrique et sur le risque d'utilisation de matériels liés au nucléaire par les terroristes, à Washington le 1er avril 2016.

Nos armées ont fait un travail remarquable en Centrafrique. Grâce à elles et grâce aux Nations unies, des massacres ont pu être évités, la sécurité a pu être rétablie et des élections ont pu se tenir de manière transparente et pluraliste. Je veux saluer ce qu'on appelle l'opération SANGARIS sans laquelle la Centrafrique serait aujourd'hui un champ de ruines.

Des allégations ont néanmoins été proférées sur des abus sexuels innombrables auxquels se seraient livrés des éléments venant de l'opération SANGARIS et des Nations unies. Je m'en suis entretenu ce matin avec M. BAN Ki-Moon, le Secrétaire général des Nations unies et nous avons exprimé notre volonté que toute la lumière soit faite et que la vérité puisse être établie et que la justice puisse être saisie. Si les faits étaient confirmés, que la justice rende des sanctions exemplaires. Il ne peut pas y avoir d'impunité. Alors que la France a la plus grande reconnaissance pour ses armées et la plus grande estime pour l'action menée par nos armées dans les opérations extérieures et dans notre pays, on ne peut pas et je ne peux pas accepter qu'il y ait la moindre tache sur la réputation de nos armées, c'est-à-dire de la France. Ce serait l'honneur de la France qui serait ainsi engagé. C'est pourquoi la plus grande exigence de vérité et la plus grande affirmation du refus de toute impunité doivent être aujourd'hui exprimées par la voix du Chef de l'Etat.

Merci.

Réponse à une question d'un journaliste

Nous sommes confrontés à une menace terroriste. Depuis plusieurs mois, ce terrorisme a frappé, a frappé en France, a frappé en Belgique, a frappé en Afrique, a frappé au Pakistan. Il a frappé partout. Ce terrorisme est à la fois primaire et peut également avoir accès à des technologies. Nous devons prendre en compte tous les risques. Si nous nous sommes rassemblés aujourd'hui à Washington, c'est pour prévenir tout risque quant à l'utilisation qui pourrait être faite de matériels liés au nucléaire et qui pourrait avoir des conséquences extrêmement graves pour notre propre sécurité. Il ne s'agit pas de surestimer la menace mais le plus grave serait de la sous-estimer. Depuis plusieurs années, nous avons pris toutes les dispositions et pour ce qui concerne la France, nos centrales sont sécurisées. Nous faisons en sorte que tout ce qui est matière, tout ce qui est produits puissent faire également l'objet d'une très grande vigilance et de la plus nécessaire sécurité. Mais ce qui compte, c'est l'action internationale. Un pays peut prendre toutes les dispositions, c'est le cas de la France, mais ce qui compte, c'est qu'il n'y ait pas d'utilisation ailleurs de ces matières, ou de ces produits. Nous avons fait en sorte qu'une agence internationale, l'AIEA, et l'ensemble des pays puissent agir en coordination et en solidarité. Je pense que nous avons maintenant établi tous les dispositifs. C'est pourquoi il était si important que nous puissions dans ce contexte de lutte contre le terrorisme, évoquer toutes les menaces et prévenir tous les risques.

Merci.